

N° 22.2-201003925 AJ

La Mission Permanente de la Principauté de Monaco auprès de l'Office des Nations Unies présente ses compliments au Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et se référant à Sa Note verbale du 19 novembre 2009 sollicitant des renseignements pertinents sur l'application de la résolution 7/22 du Conseil des droits de l'homme mandant l'experte indépendante chargée d'examiner la question des obligations en rapport avec les droits de l'homme et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, a l'honneur de l'informer en retour de ce qui suit.

La totalité de la population monégasque est raccordée à l'eau potable et au service d'assainissement. A Monaco, un service de l'Etat gère le réseau d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) ainsi que l'usine de prétraitement des eaux résiduaires. Ce même service contrôle la concession de la distribution de l'eau potable et de l'usine de prétraitement des eaux résiduaires dont la gestion a été confiée à la Société monégasque des eaux. Il convient de souligner que l'Etat monégasque conserve la propriété des installations (réseaux, bâtiments etc.). Le contrôle s'appuie sur les réglementations mises en place par la Principauté et l'Etat français ainsi que sur les Directives européennes, et plus particulièrement :

- l'obligation des Etats du contrôle de la qualité et des résultats des services délégués ;
- le contrôle des coûts de facturation de ces services aux usagers afin de veiller à assurer l'accès de toute la population à l'eau potable et au réseau d'assainissement ;
- la protection de la ressource, du milieu, de la biodiversité et des eaux de baignade.

Pour ce qui concerne la responsabilité des sociétés privées, la Principauté de Monaco envisage une plus grande implication de celles-ci dans de nouvelles missions telles que le conseil aux Etats, le développement durable, la réduction de l'empreinte de leurs activités (développement de nouvelles technologies permettant une diminution des prélèvements de la ressource naturelle, des rejets de CO₂, de la pollution induite par les installations etc.)

La Mission Permanente de la Principauté de Monaco auprès de l'Office des Nations Unies remercie le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme de bien vouloir en prendre note et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Genève, le 19 janvier 2010